



Appel de la 14^e Conférence nationale de l'Union fédérale des retraité·es CGT des Services publics

Réuni·es à Mimizan, dans les Landes, les 130 participants à la 14^e Conférence nationale de l'Union fédérale des retraité·es CGT des Services publics ont débattu de la situation internationale, politique et sociale, de la place des retraité·es dans la société et dans la CGT, de leurs revendications, de la continuité revendicative et syndicale entre actif·ves et retraité·es et de la nécessité de renforcer notre organisation syndicale.

Face aux politiques de régression sociale, à la montée de l'extrême droite, aux guerres et aux atteintes aux libertés, notre conférence réaffirme avec force ses valeurs de paix, d'internationalisme, de solidarité entre les peuples, de démocratie et de progrès social.

La paix est une exigence fondamentale. Il ne peut y avoir de progrès social durable sans paix, sans respect du droit international, de la souveraineté des peuples et des libertés fondamentales.

Nous dénonçons le génocide dont est victime le peuple palestinien et cubain et leur apportons toute notre solidarité. La conférence donne mandat à la Commission nationale élue de travailler à des actions de solidarité.

La lutte contre l'extrême droite, ses idées et son imposture sociale constituent une priorité de notre mandat.

L'extrême droite prospère sur les injustices, les inégalités et les divisions. Elle cherche à opposer les générations, les salarié·es publics et privé·es, les privé·es d'emploi et les retraité·es, à désigner des boucs émissaires plutôt qu'à combattre les véritables responsables des politiques antisociales. Notre réponse est sans ambiguïté : solidarité, fraternité, lutte contre le racisme, l'antisémitisme et toutes autres discriminations (homophobie), défense des libertés et renforcement du rapport de force collectif.

Elle apporte également son plein soutien aux mobilisations de la jeunesse, des lycéen·nes et des étudiant·es. Leurs revendications rejoignent les nôtres : nous avons un même avenir à défendre et des combats communs à mener ! La conférence condamne les violences policières et réaffirme son attachement au droit de manifester, au droit de grève et aux libertés syndicales. Elle réaffirme également la lutte contre les violences sexistes et sexuelles au travail, dans la sphère familiale, contre les violences conjugales, contre le patriarcat et le retour du masculinisme. Cela constitue une priorité de notre mandat.

Les retraité·es ne sont pas une charge pour la société ! Ils et elles ont contribué à créer les richesses de notre pays, c'est un bien conquis et doivent pouvoir vivre dignement de leur pension.

Alors que la précarité progresse et que de trop nombreux retraité·es peinent à se loger, se nourrir, se soigner ou simplement vivre décemment, la conférence fait de l'augmentation générale des pensions de retraite une priorité revendicative majeure.

Nos pensions ne sont ni une aide sociale ni une variable d'ajustement budgétaire. Elles sont un droit acquis par le travail et les cotisations.

Nous réaffirmons notre attachement indéfectible au système de retraite par répartition, solidaire et à prestations définies.

La conférence réaffirme également son exigence d'une Sécurité sociale intégrale, répondant aux besoins de toutes et tous, de la naissance à la fin de vie et gérée par les organisations syndicales.

Face aux renoncements aux soins, aux dépassements d'honoraires, aux restes à charge et au coût croissant des complémentaires santé, nous revendiquons une Sécurité sociale fondée sur la solidarité, financée par les richesses créées par le travail. La santé, la protection sociale et la prise en charge de la perte d'autonomie doivent relever de la solidarité nationale et non des logiques marchandes.

La défense et la pérennisation de la CNRACL, de ses droits et de son Fonds d'action sociale constituent un enjeu essentiel. La CNRACL est notre caisse de retraite, celle des agent·es territoriaux et hospitaliers, actif·ves comme retraité·es. Nous refusons son affaiblissement et exigeons les financements nécessaires à sa pérennité, au maintien et au développement de ses prestations et de son Fonds d'action sociale.

Fermetures de guichets, disparition des services de proximité, dématérialisation imposée, difficultés d'accès aux soins et recul des transports publics : ces politiques éloignent les services publics de la population et aggravent les inégalités territoriales et sociales.

La 14^e Conférence décide d'engager, avec la Fédération CGT des Services publics et l'Union confédérale des retraité·es, une campagne de reconquête et de développement des services publics, particulièrement des services publics de proximité.

Nous exigeons des services publics accessibles à toutes et tous et l'égalité de traitement sur l'ensemble du territoire, avec le maintien et le développement d'un accueil physique, par des agent·es publics sous statut de la Fonction publique, en nombre suffisant, correctement rémunéré·es et formé·es, ainsi que les moyens nécessaires à l'exercice de leurs missions. La dématérialisation ne doit jamais se substituer à l'accueil physique.

Nous combattons les budgets de misère qui n'ont comme objectifs de financer les guerres impérialistes contre les peuples fragilisant la paix dans le monde.

De plus, la conférence fait de la continuité revendicative et syndicale entre actif·ves et retraité·es et du développement de la syndicalisation deux priorités du prochain mandat.

Il n'y a pas d'un côté les revendications des actif·ves et de l'autre celles des retraité·es.

Le passage à la retraite ne doit pas signifier la fin de l'engagement syndical ! Préparer cette étape, maintenir le lien avec les syndiqué·es et proposer systématiquement la poursuite de l'adhésion à la CGT doivent devenir des pratiques partagées dans toute notre Fédération.

La conférence décide de renforcer l'organisation territoriale des retraité·es pour disposer partout d'une CGT visible, revendicative, organisée et au plus près des retraité·es.

Les 130 participant·es appellent l'ensemble des retraité·es à se mobiliser massivement lors des journées d'action des 14 octobre, le 20 octobre, le 5 novembre et 19 novembre 2026 et à faire des élections à la CNRACL et des élections professionnelles de décembre deux temps forts pour porter les revendications et renforcer le vote CGT.

La 14^e Conférence nationale appelle l'ensemble des syndicats, des sections de retraité·es et des militant·es à s'emparer de ces orientations, à aller au contact des retraité·es, à convaincre, à syndiquer et à construire les mobilisations indispensables pour gagner.

Face à l'extrême droite, aux politiques d'austérité et aux attaques contre nos droits, nous opposons la solidarité, l'unité et la lutte collective.

Actif·ves et retraité·es, jeunes et moins jeunes : mêmes intérêts, mêmes combats, même CGT !

Pour la paix, la justice sociale, l'augmentation des pensions, la Sécurité sociale intégrale et des services publics renforcés : organisons-nous, mobilisons-nous, gagnons !

Appel adopté par la 14^e Conférence nationale de l'Union fédérale des retraité·es CGT des Services publics, réunie à Mimizan, le 8 octobre 2026.